

Nouveau programme

Décus par la lenteur, sans doute inévitable, des discussions à si grande échelle, les délégués du Commonwealth qui assistèrent au Congrès mondial de l'alimentation à Rome, il y a un an, demandèrent au Secrétariat du Commonwealth d'organiser rapidement une réunion des ministres du Commonwealth responsables de la production alimentaire et du développement rural. La rencontre eut lieu en mars 1975, et on a maintenant confié au Secrétariat la mise en œuvre d'un nouveau programme de coopération dans ce domaine si important pour la survie. Le programme sera financé par l'entremise du CFTC, et il faut espérer que les contributions seront augmentées en conséquence.

Comment peut-on résumer ce quart de siècle? La plupart de ceux qui connaissent les réalisations — et on a fait très peu de publicité autour d'elles — conviennent, je crois, que dans ce que l'on appelle «la coopération fonctionnelle», relativement spécialisée et de faible envergure, mais portant sur des domaines pratiques comme le droit, l'éducation, les sciences, la santé, l'assistance technique et les techniques de gouvernements, le Commonwealth est un groupement logique qui peut être utilisé efficacement à des fins constructives, et qui l'est d'ailleurs de plus en plus.

La question rhodésienne

Par contre, au chapitre de la haute politique ou de la politique «brûlante», — ce qui revient peut-être au même — les opinions peuvent être partagées. Je me souviens qu'à une conférence de presse l'an dernier ou il y a deux ans, en Afrique, le correspondant plutôt belliqueux d'une station de radio m'a demandé si je pensais vraiment que le bilan du Commonwealth en ce qui a trait à la question rhodésienne était satisfaisant. Il croyait sans doute me prendre au piège. Je déclarai qu'en effet, il était tout à fait insatisfaisant, très éloigné de ce qui aurait été souhaitable. «Mais, ajoutai-je, la situation est exactement la même aux Nations Unies et à l'Organisation de l'unité africaine.» Lorsque les organisations internationales sont trop faibles pour surmonter les défis qui se présentent, la seule solution logique est de les renforcer, plutôt que de les affaiblir par le scepticisme et une hostilité bornée. Le journaliste ne m'a pas contredit.

A mon avis, des parachutistes auraient dû être stationnés en Zambie en 1965, avant la déclaration unilatérale d'indépendance de la Rhodésie; ils auraient pu juguler toute rébellion en une demi-heure, rien que par une démonstration de force,

en offrant aux troupes rhodésiennes un point de ralliement. Je persiste à croire que nous aurions dû le faire, mais cela n'a pu être décidé. A la place, nous avons pris des sanctions économiques, malheureusement par étapes, ce qui a plutôt eu un effet d'immunisation.

La politique des sanctions, en tout ce qu'elle avait d'inadéquat, était mieux que rien: elle a profité au moins de la proclamation d'indépendance pour attirer l'attention non seulement de l'ensemble des pays du Commonwealth, mais aussi des Nations Unies sur le vrai problème, non pas la rébellion inconstitutionnelle de 1965, mais une injustice sociale qui remonte beaucoup plus loin. Cette politique de compromis adoptée faute de mieux a eu au moins le mérite d'empêcher des reconnaissances par la voie du marché.

Une autre crise aiguë et déchirante des relations raciales éclata lorsque le gouvernement de M. Heath annonça, à l'été de 1970, un plan de vente d'armes à l'Afrique du Sud pour contrer le renforcement de l'appareil naval soviétique. La préoccupation de M. Heath au sujet de ce renforcement sur les routes des pétroliers était compréhensible, mais ce qui ne l'était pas, c'était comment un changement de politique des Britanniques, qui allait leur mettre à dos presque tous les gouvernements et les peuples des côtes de l'océan Indien et de l'Atlantique-Sud, pouvait vraiment contrebalancer l'accroissement de la présence soviétique dans ces deux océans.

A la suite de consultations au sein du Commonwealth et du recours à ses mécanismes, le gouvernement britannique abandonna sagement cette idée. On n'en fit pas de gorges chaudes, les Britanniques ne perdirent pas la face pour rien. Ils évitèrent de faire une erreur qui aurait été, à mon avis, encore plus néfaste à leurs intérêts que l'agression inopportune de Suez, en 1956, et encore plus coûteuse à l'Occident tout entier. On a aussi évité à l'Afrique une défaite coûteuse.

Procéder à des remaniements fondamentaux de la politique des pays, des continents et des groupes raciaux les uns vis-à-vis des autres n'est pas chose facile et ne va pas sans passions ni déchirements. Mais la revue des événements au moins devrait être faite froidement. Dans ce cas précis, le rôle du Commonwealth a été, je pense, considérable et très positif. Depuis lors, l'influence du Commonwealth sur les questions touchant l'Afrique du Sud, y compris le Mozambique et la Namibie, a été presque toujours positive et, à l'occasion, très importante. Les principes approuvés par les chefs de gouvernement cette année à Kingston en 1975 mettent